



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**portant abrogation d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 août 2024
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société PIERRES DE CAPPY – commune de CAPPY**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L.171-8 L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 7 juin 2012 à la société PIERRES DE CAPPY pour l'exploitation des installations classées des rubriques n° 2510-1 et n° 2515-1 situées route départementale 164, lieu-dit « les carrières à Cappy (80340) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2024 mettant en demeure la société PIERRES DE CAPPY de respecter les articles 9.2.4, 4.2.1, 4.3.2, alinéa 1 du 7.4.6 et 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 pour les installations qu'elle exploite à Cappy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2025 portant délégation de signature à M. Gaëtan COUPLET, chef du service de coordination des politiques interministérielles de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 30 juillet 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 8 octobre 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant ce qui suit :

1. la société PIERRES DE CAPPY a été mise en demeure, le 26 août 2024, de respecter l'article 9.2.4 "autosurveillances des niveaux sonores" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 précité prévoyant « Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.7 puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander » ;
2. au cours de la visite d'inspection du 30 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a réalisé une autosurveillance des niveaux sonores ;
3. la société PIERRES DE CAPPY a été mise en demeure, le 26 août 2024, de respecter l'article 4.2.1 "aire étanche" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 précité prévoyant « Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures. » ;
4. au cours de la visite d'inspection du 30 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a réalisé cette aire étanche ;
5. la société PIERRES DE CAPPY a été mise en demeure, le 26 août 2024, de respecter l'article 4.3.2 "eaux sanitaires" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 précité prévoyant « Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales. A défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée. » ;
6. au cours de la visite d'inspection du 30 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a justifié que les eaux sanitaires sont vidangées mensuellement par une entreprise spécialisée ;
7. la société PIERRES DE CAPPY a été mise en demeure, le 26 août 2024, de respecter l'alinéa 1 du 7.4.6 "kit de première intervention" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 précité prévoyant « Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. » ;
8. au cours de la visite d'inspection du 30 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un kit de première intervention sur la carrière ;
9. la société PIERRES DE CAPPY a été mise en demeure, le 26 août 2024, de respecter l'article 1.6.2. "montant des garanties financières" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 précité prévoyant « Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase : phase 3 : 153 558 €. Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 616,5 correspondant au mois de mai de l'année 2009. Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5. » ;
10. au cours de la visite d'inspection du 30 juillet 2025, l'inspection des installations classées a fourni un acte de cautionnement solidaire des garanties financières d'un montant de 212 461 euros sur la période du 29 juillet 2025 au 6 juin 2027 ;
11. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 août 2024 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 août 2024 délivré à la société PIERRES DE CAPPY pour les installations qu'elle exploite route départementale 164, lieu-dit « Les Carrières », 80340 Cappy sont abrogées.

ARTICLE 2 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 Amiens), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement du logement des Hauts de France et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PIERRES DE CAPPY.

Amiens, le - 7 JAN, 2025

Pour le préfet et par délégation,
le chef de service,



Gaëtan COUPLET